

Gouvernement Bayrou : une fuite en avant libérale et réactionnaire

François Bayrou a annoncé la composition de son gouvernement. Emmanuel Macron et le Premier ministre opèrent une fuite en avant.

Même si bon nombre de ministres sont reconduits, plus encore que dans le précédent gouvernement, la composition de l'exécutif se montre au diapason des obsessions de l'extrême droite ainsi que des politiques néolibérales que la droite et l'extrême droite ont toujours servies mises au service des intérêts des capitalistes. La nomination de Mme Borne, qui a multiplié le recours à l'article 49-3 pour faire adopter la contre-réforme des retraites, est une provocation à l'égard des organisations syndicales et du monde du travail. Quant à celle de Manuel Valls, grand promoteur du crédit d'impôt compétitivité emploi, elle s'inscrit dans la droite ligne de l'idéologie anti-justice fiscale.

Un tel gouvernement montre le refus catégorique du président de la République et du Premier ministre de faire progresser le pays sur la voie de la justice sociale et écologique. L'union syndicale Solidaires s'alarme également de la nomination de M. Darmanin au ministère de la justice. L'ex-ministre de l'Intérieur s'est illustré lors de ses précédentes fonctions par sa remise en cause de l'indépendance de la justice et de l'État de droit. Conjugué au renouvellement de M. Retailleau à l'Intérieur, cette nomination laisse présager d'une reprise par le gouvernement de l'agenda raciste et réactionnaire du Rassemblement national.

À cet égard, la présence de ces deux ministres notamment n'est pas de nature à rassurer sur l'action de l'État à Mayotte. Le drame que vit la population ne trouvera pas sa solution dans une politique encore plus xénophobe.

Pour Solidaires, rien n'est à attendre d'un tel gouvernement. Au contraire, il faut reprendre le chemin du progrès social par le rapport de force avec le patronat et le gouvernement, pour imposer des mesures de justice sociale et écologique :

- abroger la réforme des retraites ;
- augmenter le SMIC, augmenter les salaires, les indexer sur les prix ;
- développer les services publics sur tout le territoire.